



« Les élus nous ont déçus, ils n'ont pas agité en notre faveur ».

Les attentes des populations du Nord Kivu aux élections de 2011

Recherche effectuée par le département de Media de HEAL Africa.

Dirigée par Micheline Mwendike

Contact : media@heal africa.org

www.heal africa.org

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
Champs et déroulement de l'étude	4
Objectif de la recherche	5
I. Attentes des populations du Nord Kivu Par rapport aux élections	6
1. Les routes, les structures éducatives et sanitaires, l'eau, l'électricité, le lotissement	6
2. La sécurité	7
3. La justice et la bonne gouvernance.....	7
4. Le paiement des agents de l'Etat.....	7
5. La décentralisation	8
6. L'investissement public et privé	8
7. Les élections crédibles et élus redevables	8
8. La durée du mandat	8
II. Réflexion des populations du Nord Kivu sur les 5 ans des institutions issues des élections de 2006	9
1. Du point de vue politique	9
2. Du point de vue économique.	11
3. Du point de vue social	12
III. LECONS TIREES PAR HEAL AFRICA	14
CONCLUSION	15
REFERENCES	16

INTRODUCTION

Quelques jours avant les élections présidentielles et législatives, prévues pour le 28 novembre 2011, que pensent les Congolaises et Congolais sur la situation générale de leur pays ? Depuis l'indépendance de la République Démocratique du Congo, les Congolais sont encore à l'attente d'un pays où les conditions de vie soient moins pénibles. Etre classé parmi les pays les moins avancés du monde, ne fait pas la fierté de ce peuple qui subit des décisions des personnes ou Etats depuis des décennies. Des organisations non gouvernementales engagent des dépenses énormes. Des institutions internationales risquent des vies humaines pour résoudre les problèmes des Congolais. Mais malgré tous ces efforts et ces volontés, près de 1 200 personnes, dont la moitié serait des enfants, meurent chaque jour en RDC à cause de la

violence, des maladies et de la faim¹. L'accès à l'éducation, à l'eau potable et à l'énergie électrique est un casse tête pour les familles congolaises. L'investissement public et privé est boiteux à cause de la corruption et de l'impunité. Encore pire, l'insécurité et les violences font partie du décor congolais. Pourtant le potentiel pour une relève de l'économie est immense. Le sol fertile, le sous sol riche en minerais, l'environnement non pollué, la faune diversifiée rendraient l'entreprise congolaise l'une des grandes nations d'Afrique.

On se demanderait alors pourquoi malgré toutes ces initiatives, ces fonds et ce potentiel naturel, la situation des populations n'est pas encore satisfaisante.

Les propositions de réponses à ce questionnement sont multiples mais il serait admis que seuls les Congolais

¹ www.oecd.org/dataoecd/4/15/40568977.pdf

CHAMPS ET DEROULEMENT DE L'ETUDE

Cette recherche effectuée sur la période de août à septembre, a concerné 3 des 4 territoires de la province du Nord Kivu. Des journées de réflexion ont été organisées dans les villages où la situation géographique facilitait la participation efficace des plusieurs personnes.

Ainsi donc, à Masisi, chef lieu du territoire qui porte le même nom, étaient réunies des personnes venant de Masisi et de Lushebere. La cité de Masisi a été choisie pour sa population dynamique dans l'agriculture et l'élevage. La population mélangée des hundes et des Hutu et Tutsi est très sensible aux conflits. Elle a été très affectée par les différentes guerres.

A Kirotshe sont réunis les habitants de Kirotshe, Kihindo et Bweremana. A Sake étaient réunis les hommes et femmes venant de Nzulo et de Sake. Dans ces différentes agglomérations situées sur le bord du lac du lac Kivu a la frontière entre le Nord et le Sud Kivu, la tribu hunde prédomine.

Pour le territoire de Rutshuru, la cité de Rutshuru a accueilli des participants de Rutshuru et Kiwanja. A Ntamugenga se sont regroupées les personnes venant de Ntamugenga, Rutsiro et Rubare. Et à Rwanguba, les leaders venaient de Jomba, Bunagana et Rwanguba. Ces différents villages sont les fiefs des Hutu de Tutsi et des Nande. Les guerres inter ethniques y ont détruit considérablement les tissus sociaux. Ces villages subissent l'influence de l'Ouganda.

Pour le territoire de Lubero, à Kanyabayonga se sont réunis les leaders locaux de Kanyabayonga tandis que Kayna a accueilli des leaders de Kayna, Luofu, Miriki. A Lubero, chef lieu du territoire Lubero, a accueilli les leaders de Lubero, Katondi et Mulo. Ces villages exclusivement habités par la tribu Nande sont des cités où le commerce et l'agriculture sont les principales activités.

Dans tous les sites de la recherche, les séances de discussion sur la situation générale du pays étaient dirigées par une facilitatrice. Un questionnaire était répondu en focus group, des interviews étaient effectuées avec des personnes des villages de différentes catégories. En tout 383 personnes ont données leurs opinions lors de cette étude dont 150 femmes et 233 hommes.

Les personnes invitées aux séances de discussion et de réflexion sont les leaders communautaires. Les leaders communautaires sont les membres du comité Néhémie¹ et d'autres personnes influentes dans le village, il s'agit des enseignants, infirmiers, des intellectuels et autres personnes considérées comme sage ou personne de référence dans le milieu.



OBJECTIF DE LA RECHERCHE

L'objectif global pour cette recherche est d'écouter s'exprimer la population dans son environnement, faire ressortir ses opinions, ses avis et son évaluation de la situation. En outre, en cette période de préparation à l'élection présidentielle, il est impérieux de s'apercevoir des attentes des populations par rapport aux élections pour que les futurs dirigeants et autres personnes influentes tiennent compte des avis des populations dans les tâches qui leur sont confiées. Ou encore que les populations aient un document de référence dans lequel leurs attentes pour les 5 ans à venir soient clairement définies.

I. ATTENTES DES POPULATIONS DU NORD KIVU PAR RAPPORT AUX ELECTIONS

Pour la province du Nord Kivu, les attentes sont nombreuses mais il existe celles auxquelles on donne plus de considération. C'est pour cette raison que dans ce document, les attentes sont énumérées en termes de priorité, selon les propos que nous avons récoltés lors de notre recherche. Nul ne l'impose comme vérités évidentes, objectives et absolues. Il s'agit simplement de propos recueillis lors de notre recherche sur terrain. Voilà la voix du peuple :

1. LES ROUTES, LES STRUCTURES EDUCATIVES ET SANITAIRES, L'EAU, L'ELECTRICITE, LE LOTISSEMENT

La population du Nord Kivu veut des œuvres concrètes, visibles, matérielles. Pour eux, la paix reste une urgence mais il est pénible de vivre continuellement dans un environnement où mêmes les infrastructures de base sont inexistantes. La paix est perçue comme un processus, mais outre le processus de paix en cours, les besoins de la population en nourriture, éducation, santé, et autres besoins n'attendent pas la fin du processus pour se manifester. La priorité pour la population du Nord Kivu est dans les routes, puis les écoles et universités, ensuite les centres de santé et hôpitaux et les ouvrages à intérêts publics.

a. Les routes

Le manque de route augmente le coût de la vie. L'exemple de Pinga est illustratif, c'est un village situé à peu près à 50km de Kitchanga, instable depuis plus de dix ans, comme plusieurs autres villages du Nord Kivu. Mais la route qui sépare Pinga de Kitchanga est très mauvaise au point que

pour franchir ces 50 km, il faut 4 heures pour un 4x4 et pendant la période pluvieuse il en faut 6. La conséquence sur le marché est visible, absence de biens de première nécessité comme le sucre, le sel, l'eau minérale sure ou encore les prix de plusieurs biens sont doublés ou triplés comparés au village voisin de Kitshanga. En cette matière, la population du Nord Kivu attend l'ouverture de certains axes routiers surtout dans le territoire de Walikale et de Masisi, l'asphaltage et l'entretien des routes existantes.

b. Les structures éducatives et sanitaires

Des écoles et universités ont été ouvertes dans les villes comme à la campagne, mais les conditions dans lesquelles les futurs intellectuels se forment ne permettraient en aucun cas d'atteindre la qualité supérieure dans le domaine de l'éducation. Les bâtiments des universités sont souvent dans un état de délabrement avancé et la promiscuité dans les salles de classe ou auditoriums ne permet pas les apprenants et enseignants de bien faire leur travail. C'est aussi le même cas pour les centres de santé où les seules références dans la réhabilitation et la construction sont les organisations non gouvernementales. Considérant encore l'extrême conséquence que les problèmes sanitaires peuvent entraîner, il est bon de souligner le taux de mortalité infantile de 78.43%.²

Outre les bâtiments, les structures sanitaires et éducatives souffrent du manque de personnel qualifié et des outils de travail appropriés. Pour les écoles et universités c'est surtout le manque de livres pour les étudiants et de bibliothèques pour les universités. Les centres de santé et hôpitaux accusent souvent un manque de médicaments et d'appareils médicaux.

² www.statistiques-mondiales.com/congo_kinshasa.htm

c. L'eau, l'électricité, le lotissement

Sur ce point la population veut revoir l'Etat se comporter en un père responsable qui prend soin de ses enfants. Un Etat qui intervient pour le bien être de sa population. Par exemple, en ce qui concerne le lotissement, la population se plaint de comment sera les futures cartes de leurs propres villes ou villages quand les terrains se vendent en centimètres, les routes et espaces verts disparaissent de plus en plus.

L'eau et l'électricité sont des denrées rares dans les villes et inexistantes dans les villages, l'insalubrité s'installe de plus en plus. « Nous voulons que l'Etat face de tous ces problèmes, ses propres nécessités » affirme une femme ménagère de Mulo.

2. LA SECURITE

Bien que la plupart des personnes admettent que des efforts ont été entrepris pour le rétablissement de la paix dans le Nord Kivu, la paix reste une urgence. Le constat établi que dans les agglomérations urbaines ou des grandes cités, une paix relative est sentie par la population. C'est à dire que les tirs de balles intempestifs chaque nuit ou encore les abandons de domicile pour aller s'installer dans la brousse se remarquent de moins en moins, mais les exactions et des meurtres ne sont pas inhabituels. Par contre dans les petits villages des milices en armes règnent en maître, Mai Mai Cheka dans le Walikale, Mai Mai La Fontaine dans le Lubero et plusieurs autres groupes armés inquiètent la population. Les habitants de Miriki dans le Lubero, Katwiguru dans le Rutshuru s'inquiètent sur la position des dirigeants qui minimisent et négligent la question sécuritaire dans leur milieu en les décrivant comme « des petites poches d'insécurité » alors que différentes personnes en armes dictent la vie publique et privée des personnes et sur la couleur de drapeau sur des axes routiers. Ils effectuent des pillages des véhicules et tuent des voyageurs.

Il a été noté que la présence des FDLR³ sur les terres congolaises est une menace non négligeable de la paix dans la province du Nord Kivu ; surtout qu'ils n'hésitent pas à se servir de leurs armes quand ils ont besoin de nourriture ou d'argent.

Une peur nette se ressent à ces instants proches des élections ou les tensions des politiciens évoluent en courbe très ascendante et les intérêts hétérogènes divergent de plus en plus.

3. LA JUSTICE ET LA BONNE GOUVERNANCE

Si les violences sexuelles et autres maux persistent et leurs statistiques montent sans cesse, c'est surtout à cause de l'impunité et la corruption qui rongent le secteur de la justice, affirme un membre de la famille d'une survivante de violences sexuelles. Aussi, il n'existera pas une bonne gouvernance sans une justice équitable.

Par rapport à ces connotations négatives non exhaustives, la population du Nord Kivu attend voir une justice équitable et une gouvernance où elle pense trouver sa place, un Etat sans corruption et impunité.

4. LE PAYEMENT DES AGENTS DE L'ETAT

Cette demande de la population qui en principe serait une conséquence de la bonne gouvernance a été prise comme point à part, car il a été révélé que cet aspect serait la cause principale de la corruption et de l'impunité. Plusieurs enseignants affirment qu'ils acceptent des corruptions des élèves par ce que leur salaire est incertain et trop bas. « Selon un habitant de Sake, « les militaires volent, extorquent parce qu'ils ne sont pas bien payés, il faut juste se mettre à leur place pour les comprendre. Il faut juste se mettre à leur place pour les comprendre. »

La classe des enseignants, des militaires et des personnels de santé a été considérée comme priorité pour recevoir le bon salaire de la part du gouvernement. Premièrement par ce qu'il a été constaté que ces personnes faisant partie de la basse classe, leurs problèmes sont traités en dernière minute. Un directeur d'une école dit : « Les ministres et autres autorités de la classe dirigeante ne se plaignent pas du retard de leur salaire, encore moins sur leur montant, que ce soit au niveau national ou

provincial mais nous malgré nos plaintes, grèves, et autres revendications, nous recevons des solutions palliatifs à court et long terme, nos salaires sont encore trop bas et certains ne le reçoivent même pas, parce qu'ils ne sont pas reconnus au niveau central alors qu'ils prestent. »

5. LA DECENTRALISATION

La rubrique prévue dans la constitution, est aujourd'hui une des attentes des habitants du Nord Kivu. Les raisons que ces habitants évoquent sont multiples. Parmi les plus importantes il y a cette lamentation : « Nous avons besoin des institutions de proximité pour des décisions qui tiennent compte de nos particularités. »

6. L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET PRIVE

« Et si, en une nuit, pour une raison quelconque, toutes les ONG nationales et internationales implantées au Nord Kivu fermaient leur porte, ...ou irais-je ? » se demande un jeune homme travaillant dans une organisation internationale. Ils trouveront un travail dans une ONG car la plupart des entreprises publiques ne recrutent plus depuis maintenant plusieurs années. Il faut donc compter plus sur la chance pour avoir un jour un boulot d'autant plus qu'il n'existe pas une politique

d'emploi en RDC. La population attend alors les créations d'entreprises car les potentiels dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et autres domaines sont énormes.

7. LES ELECTIONS CREDIBLES ET ELUS REDEVABLES

Quelques jours seulement avant la présidentielle, la population a besoin de la sécurité pendant les élections et aussi, elle demande que le vote se fasse dans un climat de sérénité et de confiance. « La fraude, la corruption ne doivent pas entacher le processus électoral déjà enclenché » dit un jeune homme de Kirotshe.

Si les personnes siègent au parlement ou au sénat, c'est le peuple qui l'a décidé et donc il semble compréhensible que la population souhaite rester en contact avec les élus pour s'assurer que leurs intérêts ne soient pas menacés par la force de l'intérêt personnel.

8. LA DUREE DU MANDAT

« Nous attendons des nouvelles élections en 2016. » était l'expression de la population qui pense que la jeune démocratie devra être soutenue par des élections selon le mandat donné constitutionnel de 5ans pour la RDC.

II. REFLEXION DES POPULATIONS DU NORD KIVU SUR LES 5 ANS DES INSTITUTIONS ISSUES DES ELECTIONS DE 2006

Il a été difficile pour la population d'évaluer les 5 ans de pouvoir dont ont bénéficié les différents élus du peuple de la période de 2006 à 2011, pour des raisons multiples. Selon le chef des travaux en sciences sociales et politiques à l'université de Goma, CHIMERE MUNGUAKONKWA⁴, il y a manque criant des références sur quoi on évaluerait le travail des institutions mises en place en 2006. En effet, les électeurs et les élus ne connaissaient pas soit leurs droits et leur devoir, soit leurs obligations. Aussi, une bonne évaluation se fait sur base d'indicateurs clairs et prédéfinis mais pour ce cas précis, les indicateurs n'existaient pas, ou ils restent flous et subjectifs.

Bien qu'une évaluation basée sur des indicateurs préétablis ne soit pas possible, on admet que les élections de 2006 ont été porteuses de beaucoup d'espoir pour la plupart des Congolais. Cet espoir avait un contenu. Ce contenu reflétait ce que les Congolais voulaient de leur pays, le chemin que l'idéal collectif traçait pour le pays. C'est ce qu'on appellerait le « Vouloir » des Congolais.

Par manque d'indicateur clair et objectif, c'est sur base de ce vouloir que les Congolais évaluent le chemin qui a été fait par tel ou tel autre mouvement. Pour ces 5 années, voici la réflexion que proposent certains habitants de la province du Nord Kivu.

Cette analyse classe les faits selon le point de vue politique, économique et social. Nul ne l'impose comme vérités évidentes, objectives et absolues. Il s'agit simplement de propos recueillis lors de la recherche sur terrain.

1. DU POINT DE VUE POLITIQUE :

En observant la situation politique du pays les avis sont très partagés. Certaines personnes pensent que les gouvernants n'ont rien fait du mandat que le peuple leur a donné tandis que les autres constatent qu'il y a eu un travail fait mais qui est inachevé. Les autres encore pensent qu'ils pouvaient faire mieux.

« Ils n'ont pas utilisé efficacement les moyens qui ont été à leur disposition pour que la situation des population s'améliore » déclare une jeune étudiante de Rubare.

Mais en tout cas, dans le territoire de Masisi, de Lubero et de Rutshuru, les habitants sont d'accord sur une chose : Les élus du peuple n'ont pas agit en faveur du peuple. Les habitants de Rutshuru l'ont bien exprimé : « Pendant la campagne électorale, les différents candidats ont démontré combien la relation avec leur potentiel électorat était si profonde. Ils s'appelaient soit « votre fils », soit « votre enfant », pour montrer le lien si profond et important qui les unirait avec leur potentiel électorat. Mais une fois élus, la plupart d'entre-eux ont déplacé leurs familles et ne sont plus revenus dans les villages de leur pères. » Un agriculteur de Kanyabayonga donne son expérience : « pendant la campagne électorale, un candidat est venu me voir pour m'expliquer avec des détails que moi même j'ignorais comment notre lignée de famille rejoignait la sienne. Je l'ai cru et avec toute ma famille nous avons contribué énormément pour qu'il soit élu et il l'a été. Après les élections il est parti sans même nous en informer et jusqu'aujourd'hui personne ne l'a encore revu. » « Les élus nous ont déçu car il n'ont pas été proches de nous, même en étant loin, ils n'ont pas agit en notre faveur » s'exclame un jeune de Kayna. « Les députés nationaux et provinciaux ont été au service de leur parti politique et le souverain primaire a été oublié. », « Nous ne savons pas ce que signifient les vacances parlementaires car nos élus ne sont jamais revenus chez nous » disent les habitants de Kanyabayonga. A Lubero par contre, une femme dira qu'ils ne viennent que pour accuser les autres d'être la cause de leurs échecs. Toutefois, les Nord Kivusiens prennent les élections de 2006 comme une expérience qui aiderait les électeurs à faire un bon choix pour des futures élections. Et encore la population s'est rendue compte qu'il y a un autre moyen de conquérir le pouvoir sans passer par les armes.

³ FDLR : « Force Démocratique de Libération du Rwanda » est un groupe armé composé des Hutu Rwandais réfugiés au Congo depuis 1994.

⁴

« Les élus nous ont déçu car il n'ont pas été proches de nous, même en étant loin, ils n'ont pas agi en notre faveur » s'exclame un jeune de Kayna. « Les députés nationaux et provinciaux ont été au service de leur parti politique et le souverain primaire a été oublié. », « Nous ne savons pas ce que signifient les vacances parlementaires car nos élus ne sont jamais revenus chez nous » disent les habitants de Kanyabayonga. A Lubero par contre, une femme dira qu'ils ne viennent que pour accuser les autres d'être la cause de leurs échecs.

Toutefois, les Nord Kivusiens prennent les élections de 2006 comme une expérience qui aiderait les électeurs à faire un bon choix pour des futures élections. Et encore la population s'est rendue compte qu'il y a un autre moyen de conquérir le pouvoir sans passer par les armes.

Outre les remises en question sur le rapport entre les électeurs et les élus après les élections, plusieurs autres aspects de la vie politique sont sujets de débats en groupe. Il s'agit notamment de la viabilité des institutions issues des élections, de la paix et de l'impact de travail du gouvernement en général et celui des élus du peuple en particuliers.

Parlant de la viabilité des institutions issues des élections, plusieurs personnes se félicitent voyant les institutions fonctionnelles pendant toute la durée du mandat électoral malgré des conséquences des différentes crises politiques du passé et d'autres aléas non prévisibles qui ont enjambé intempestivement le pouvoir en place. Ces institutions sont notamment la présidence de la République, l'assemblée nationale, le sénat, les assemblées provinciales. Un jeune agriculteur de Luofu, en territoire de Lubero explique « Pour moi, voir les institutions issues des élections fonctionnelles pendant toute la durée du mandat tant au niveau national que provincial est un point très positif » et son collègue lui répond : « Comment

veux-tu que les institutions, qui paient très correctement et régulièrement ses travailleurs, se dissolvent. C'est un sentiment humain et normal de bien garder un outil de survie »

En ce qui concerne la paix, les controverses sont encore plus vives. Quand certains leaders communautaires, vantent l'amélioration de la situation de paix en ce terme : « Des efforts pour la paix ont été entrepris : négociation avec certains groupes armés, le mixage, le brassage⁵ et l'intégration des troupes armées dans l'armée nationale, l'organisation de l'armée nationale en régiments et plusieurs opérations militaires notamment l'opération Kimya 1, Kimya 2⁶ » D'autres leaders s'inquiètent : « La paix n'est pas encore effective. « Des groupes armés règnent encore en maître dans certains villages ou sur certains axes routiers. Notamment sur l'axe Kiwanja-Ishasha, Masisi-Walikale, Lubero-Bunyantenge. Plusieurs villages ont déjà disparu suite à l'insécurité, ce sont notamment les villages de Nyamitwitwi, Gitwa pour le territoire de Rutshuru, Buleusa, pour le territoire de Lubero. Plusieurs fois par an, des familles sont obligées de laisser leur maison pour aller s'installer dans la brousse parce qu'elles se sentent menacées et non protégées. Ou encore c'est le déversement des villages dans les villes d'où le boum démographique causé par l'exode rural. »

Un administratif de Masisi livre sa crainte : « C'est compliqué de gérer la paix dans notre région car plusieurs personnes ont des armes et les opérations de désarmement sont marchandées par les détenteurs des armes. Par malchance, les jeunes armés acceptent de revenir à la vie civile pour profiter de fonds accordés pour la démobilisation et la réinsertion socioéconomique, ensuite ils ne tardent pas s'enrôler de nouveau dans un autre groupe armé pour se faire démobiliser encore et encore...C'est un cercle vicieux.»

⁴ Mouvement Intellectuel pour le changement, **Compte rendu de la journée de réflexion sous le thème : « la jeunesse de Goma face au processus électoral en cours »**. Le 12 septembre 2011, Goma, RDC

⁵ Pole institute, **REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, Fin de la récréation ou début de la ré-création d'un Etat**, Goma, Aout 2007, p94

⁶ Comité d'action pour le développement intégral, CADI ONG-asbl sur www.congoforum.be

Toujours, parlant de la paix, « Des espoirs et désespoirs naissent et disparaissent par la suite de certains faits mais jusque là rien n'est rassurant » disent nombreuses personnes. A Titre d'exemple la rencontre entre le président congolais Joseph Kabila et le président ougandais Yoweri Museveni à Kasindi, le 04 mars 2009 ; ensuite avec le président rwandais Paul Kagame à Goma, le 07 Aout 2011 ont été un signe fort sur l'amélioration des relations avec les pays voisins. « Autant d'actions qui m'ont fait penser à un commencement d'une ère nouvelle mais maintenant je me rends compte que je n'y fais plus allusion, c'était juste un fait important, deux personnes importantes se sont rencontrées » commente un jeune de Masisi.

L'organisation des opérations militaires conjointes avec les pays voisins, notamment l'opération « UMOJA WETU », qui signifie en français « Notre Unité », avec le Rwanda pour la traque des FDLR « force de libération du Rwanda »⁷.

Ces actions sont venues s'ajouter à d'autres qui malheureusement sont traitées de slogans par les uns et les autres. Une étudiante de Goma explique: « Quand à l'investiture du chef de l'état, il a annoncé la fin de la récréation, j'ai eu presque ma réponse car je voyais finir la fraude à la douane, la corruption dans les services étatiques, le clientélisme pour l'obtention de l'emploi. Mais 5 ans plus tard, je me sens un peu déçue, je remarque que ces jolies phrases sont des formules pour nous laisser dans une interminable espoir sans contenu ».

Dans le secteur de la justice, les leaders dénoncent le non respect des lois en vigueur (lois sur les violences sexuelles, loi foncière,...), la corruption des agents judiciaires et la lenteur dans la procédure caractérisent la justice de proximité. Les effets qu'engendrent toutes ces irrégularités sont légion. Un parent d'une petite fille de 9 ans qui a subi la violence sexuelle à Masisi dit : « Depuis que le violeur de ma fille a été libéré de prison au lieu de purger sa peine, moi et toute ma famille n'avons pas la paix, nous avons eu à déménager dans plus de 3 différents villages car il veut nous tuer. J'avais refusé toutes ses propositions de gérer ce cas de viol

à l'amiable et maintenant je me sens rejeté à la fois par la communauté et par l'Etat qui est sensé me protéger. »

2. DU POINT DE VUE ECONOMIQUE

Durant les deux dernières années, le taux de change est resté stable. Les habitants des zones frontalières le témoignent. A Rwanguba et Bunagana (frontière avec l'Ouganda) la population commence progressivement à réutiliser les francs congolais comme monnaie de référence à la place de shilling de l'Ouganda. Mais cela n'a pas empêché aux conditions de vie de se détériorer, un enseignant de Ntamugenga affirme : « Les élections n'ont pas été source de changement et de développement pour le pays. Dans la vie courante, les soucis qu'on se faisait pour vivre ou survivre sont restés presque les mêmes avant et après les élections et pour certaines familles ils se sont amplifiés. Pour exemple, les frais scolaires supportés par ma famille ont triplé ou quadruplé selon les écoles de 2006 à 2010, le prix des biens sur le marché galope alors que les revenus n'ont subi aucune augmentation. » Encore que les infrastructures continuent à se dégrader malgré le programme des « 5 chantiers » exécuté depuis les premières années du mandat du chef de l'Etat. Pour le moment ces 5 chantiers sont appelés *5 chantiers* pour le simple fait qu'ils sont restés en état de chantier du début jusqu'à la fin du mandat ou *5 chansons* par ce que les politiciens le chantent dans leurs discours. Les 5 chantiers annoncés par le chef de l'Etat énonçaient ses secteurs prioritaires pour la reconstruction du pays. Il s'agit des chantiers Emploi, Logements, Infrastructure, Education, Santé. Un étudiant de l'université de Goma s'exprime: « En observant les 5 secteurs de ces 5 chantiers, les actions significatives n'ont pas été remarquables ici chez nous, sauf dans la ville de Kinshasa où certaines routes ont été asphaltées ». Je reproche à ces chantiers de ne point avoir un plan d'exécution dans le temps et dans l'espace, ce qui fait que des réalisations sont dispersées dans le temps et dans l'espace et son impact est de moins en moins saisissable. »

⁷ Pole institute, Guerrillas in the Mist, the Congolese experience of the FDLR war in the eastern Congo and the role of the

A ce manque en infrastructure s'ajoute le problème de salaire décent aux fonctionnaires de l'Etat. Un enseignant de Nzulo, s'exprime en disant : « Nous ne recevons plus aucun sou de l'Etat depuis les années 1990, mais ce qu'on nous donne pour le moment nous oblige de continuer à demander aux parents des élèves de verser une prime supplémentaire. » Quand les employés se lamentent, les chômeurs se taisent et cherchent des emplois. Dans tout le Nord Kivu, l'emploi est l'une des grandes plaintes. « Je pensais qu'après les élections il y aurait des emplois pour tout le monde, jeunes et vieux, intellectuels ou non, mais pour le moment, même nos enfants n'ont pas du travail. » se plaint un vieillard. A Rwanguba, se remarque un nombre de plus en plus accru des chômeurs intellectuels. Un jeune détenteur d'une licence en sciences politiques explique: « j'ai accepté d'étudier dans des mauvaises conditions, j'ai accepté que mes parents fassent des sacrifices intenses pour me faire étudier et me voilà encore au village, je suis toujours une dépense pour ma famille et je ne produit rien. C'est décevant. »

Le revenu trop bas, l'incertitude du lendemain et l'insécurité ne permettent pas aux personnes d'épargner et d'investir plus tard. Dans la province du Nord Kivu, les entreprises privées sont quasi inexistantes, seul le petit commerce est en vogue. Une vendeuse, semi grossiste d'huile de palme de Kayna dira: « Je ne gagne pas beaucoup dans mon commerce mais chaque soir je sais que j'aurai à manger pour ma famille et cela me suffit, investir dans les autres secteurs c'est risquer mon argent, encore que le bénéfice n'est visible qu'après une période de patience. »

Et pour les quelques Congolais qui décident d'effectuer une activité quelconque, les taxes ou redevances à payer sont innombrables. « Il arrive même que les taxes à payer soient supérieures au capital investi » disent certains petits commerçants de Lubero. Il nous faut collaborer avec des agents de l'Etat pour continuer à faire exister notre boulot. Un agent de l'administration publique ajoute : « Le mot corruption, je le trouve très lourd mais je sais que je

suis ouvert aux gens, nous coopérons et collaborons avec les personnes qui veulent nos services et c'est le vrai gagnant-gagnant. J'ai une rémunération pour mon travail et mon partenaire accède aux services dont il avait besoin, l'Etat reste le père à nous tous. »

3. DU POINT DE VUE SOCIAL

L'agriculture et l'élevage sont encore l'une des occupations des populations de la province du Nord Kivu. Les agriculteurs et éleveurs partagent la plainte sur l'insécurité dans les champs et dans les fermes et du manque des moyens de transport pour l'acheminement de leur produits de leurs activités jusqu'au village et du village jusqu'aux centres de distribution. Entre temps ils se battent entre eux pour la gestion des terres, des récoltes ou de divagation de bêtes. Les conflits entre les deux acteurs naissent et se gèrent de différentes manières sans une implication efficace de l'Etat. Voyant l'ampleur des conflits entre agriculteur et éleveur, certains leaders de Rwanguba proposent la création par l'Etat d'une ferme communautaire où les éleveurs qui possèdent des bêtes peuvent les garder et ainsi empêcher la divagation des bêtes dans les champs des agriculteurs.

Outre ces différents conflits entre éleveur et agriculteur, la guerre a détruit la cohésion sociale qui existait entre les différentes tribus et ethnies et plusieurs conflits inter ethniques de grande envergure ont pris naissance. Opposant en certains endroits des tribus agriculteurs et éleveurs. Actuellement, la cohabitation pacifique est encore une initiative non achevée mais les tribus acceptent d'habiter dans les mêmes villages. A Masisi, un chef coutumier s'alarme sur l'existence d'une classe sociale des intouchables. Ils sont les anciens chefs rebelles, des hauts gradés dans la police et l'armée ou des membres des familles des politiciens influents. Selon ce chef coutumier, en cas de conflit avec eux, ils gagnent avant le procès. Il ajoute que ce cette sensation de se sentir inférieur serait source dans l'avenir des révoltes de la population.

Une autre forme de discrimination sociale est définie par les habitants de Lubero, c'est la discrimination linguistique.

Cette discrimination s'est accentuée au deuxième tour des élections de 2006 où un candidat était issu de l'Est du pays, swahiliphone et son Challenger de l'Ouest du pays, lingalaphone. Dans le territoire de Lubero, les personnes qui parlent le lingala sont prises pour des corrupteurs, des fainéants tandis que les personnes venant de l'Ouest du pays accusent les habitants de Lubero comme étant d'hypocrites, ce sont eux qui commencent les guerres car les guerres du Congo commencent toujours à l'Est. Les guerres du Congo ont commencé à l'Est pour détruire tout le pays. Les institutions corrompues sont basées à l'ouest pour détruire tout le pays. Enfin, dans le territoire de Rutshuru comme dans

celui de Masisi ou de Lubero, les leaders communautaires affirment que le manque d'information fiable pour la population sur la situation générale du pays est source de manipulation de la population. L'immensité du pays est souvent accusée comme la cause de ce problème d'information, mais la forte centralisation des institutions dans la capitale située à 2000km de Goma, chef lieu de la province du Nord Kivu, l'absence des moyens et outils de communication et l'ingérence des politiciens dans les medias sont les causes de cette manque d'information ajoutent-ils.

III. LEÇONS TIREES POUR HEAL AFRICA

Des opérations pour la paix, des mots d'ordre contre la corruption et l'impunité ou encore des promesses pour la reconstruction ont été données par des gouvernants mais les problèmes qu'ils traitent ne sont pas résolus. Ces initiatives sont alors qualifiées de slogans ou de chanson pour certains car elles n'ont pas donné des résultats palpables et efficaces. En effet, on est loin d'un pays pacifié, d'une société sans corruption et les besoins en infrastructures sont innombrables cinq années après les élections. Les conséquences de toutes ces irrégularités sur le comportement des personnes sont visibles.

La corruption des agents judiciaires et la lenteur dans la procédure découragent certaines personnes d'introduire leurs cas à la justice. Certains se lancent dans des règlements à l'amiable de certains actes même d'ordre pénal ou dans d'autres cas les personnes se rendent justice elles-mêmes. A titre d'exemple, pour le suivi judiciaire de HEAL Africa sur 129 femmes survivantes de violences sexuelles sur l'axe Sake, Kitshanga Mweso, depuis la période de janvier 2011 jusqu'en Novembre 2011, seulement 8 cas, sont déjà arrivés en fin de procès avec des prononcés du jugement.

En ce qui concerne le domaine de la communication et des médias, le fait que la plupart des radios et télévisions locales appartiennent aux politiciens ou s'affilient aux idées de différentes idéologies politiques. Les routes qui reliaient les villages sont en mauvais état ou inexistantes. Les réseaux de téléphone cellulaire n'ont pas de tarif accessible à

tout le monde. L'insécurité rend difficile le déplacement. L'information circule lentement et peut être transformée facilement.

Pour une relève économique de la RDC en général et celui du Nord Kivu en particulier, les potentiels économiques sont immenses. Hélas, l'agriculture et l'élevage sont encore traditionnels, l'exploitation des minerais est encore artisanale. L'économie souffre d'une importante importation de riz, de maïs, des fruits et agrumes que la province produirait elle-même si et seulement si le gouvernement s'impliquait directement en ouvrant des manufactures ou en favorisant les initiatives des individus par des subventions ou des crédits étatiques. A Goma, les habitants mangent le riz de toutes les nationalités asiatiques, des fruits rwandais et sud africains, des jus ougandais, des poissons Magrébins et internationaux, du lait en poudre et du café européens alors que Goma est au bord du Lac Kivu et proche du lac Edouard, jadis le lac le plus poissonneux du pays. Les zones rurales produisent traditionnellement des fruits du lait et plusieurs céréales.

Ni le pays, ni la population, nul ne bénéficie de ces richesses qui attendent sans se lasser d'être mises en valeur. Des promesses alléchantes ont été données mais les revendications n'ont pas sensiblement changé par manque de réalisations considérables.

Que sera-t-il pour les 5 prochaines années ?

CONCLUSION

En ce moment précis de l'histoire de la RDC, les élections sont plus qu'une préoccupation pour la plupart des Congolais et Congolaise. Elles alimentent les nouvelles des radios et télévisions et sont l'un des grands sujets qui nourrissent les conversations et les discussions des futurs électeurs.

Certains électeurs du Nord Kivu comprennent les élections comme une opportunité pour le pays de se faire diriger par des nouveaux gouvernants, mais elles sont aussi considérées pour d'autres, comme une offre d'emploi ouverte à toute personne remplissant les conditions d'éligibilité. Le rapport entre le nombre des candidatures et les sièges annoncent bien une vraie guerre pour les postes. La ville de Goma compte 280 candidatures pour 6 postes à pourvoir et pour tout le pays ce rapport est d'environ 18 000 candidatures pour 500 postes¹. Mais cette situation n'est pas vraiment unique car pour le recrutement dans les entreprises, il est souvent de plus de 100 personnes pour un seul poste. Ce coefficient démontre bien le niveau élevé de chômage.

Alors que les candidats se battent pour le pouvoir ou l'embauche, les futurs électeurs manifestent un sentiment de découragement à la participation au vote. Ce découragement est suite à la déception qu'éprouve la population sur le travail du gouvernement en général et celui des élus du peuple en particulier. L'évaluation que la population du Nord Kivu a faite des 5 ans des institutions démocratiquement élues mentionne ceci :

Les efforts visibles pour la paix ont été entrepris, des manifestations sont visibles mais le travail à faire n'est pas minimisé. Des coups de balles intempestives, des meurtres et autres assassinats ne sont pas inhabituels dans les villes et villages du Nord Kivu, des villages disparaissent de la carte suite à l'insécurité, des hommes en armes règnent encore en maître dans plusieurs villages et la question des FDLR et de leurs exactions n'est pas une légende du passé. Certes, la paix reste une

urgence à résoudre mais continuer à vivre dans un environnement où les infrastructures de bases sont inexistantes, la corruption domine le secteur économique, l'impunité rémunère le travail des injustes, les fonctionnaires ne sont pas payés, rend inespéré le lendemain des populations du Nord Kivu qui ont eu vu les élections de 2006 comme le début d'une ère nouvelle.

5 années plus tard, la déception est au rendez-vous mais les attentes des populations sont encore plus vives. « Nous voulons du concret, » disait encore un jeune de Lubero. « Le concret, ce sont la nourriture pour les familles, des bibliothèques pour les écoles, les salaires pour les travailleurs, des médicaments pour les hôpitaux.

Mais en qui, peut on donner la confiance, quand pendant cinq ans les élus ne se sont pas montrés redevables envers les électeurs ? « Les élus du peuple se considèrent plus comme des employés avec de bons salaires et respectent leurs employeurs plus que la base qui leur a donné le mandat. » dit une enseignante de Sake.

Quoi qu'il en soit, certaines personnes seront élues par la population mais les craintes sur les réalisations qu'elles effectueront au bénéfice de la population sont énormes.

Si rien n'est fait par la population, en terme de révolte constructive et ou par les instances de décision en terme de justice équitable et de bonne gouvernance, la violence et la corruption deviendront davantage des éléments de la culture congolaise, le moindre effort engendrée par l'impunité s'implantera dans les us et habitudes et tuera la société : les enseignants et les élèves s'y habitueraient, les jurys et jurés s'y accommoderaient, les électeurs et élus s'y entendraient, les belligérants négocieraient les plans de guerres et toutes les issues pour une société plus démocratique, seront bloqués. La devise du pays « JUSTICE, PAIX, TRAVAIL » ne sera aussi qu'un simple slogan

⁸ www.cei.org

REFERENCE

Mouvement Intellectuel pour le changement, **Compte rendu de la journée de réflexion sous le thème : « la jeunesse de Goma face au processus électoral en cours »**. Goma, RDC, septembre 2011.

Pole institute, **REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, Fin de la récréation ou début de la ré-création d'un Etat**, Goma, Aout 2007.

Pole institute, **Guerrillas in the Mist, the Congolese experience of the FDLR war in the eastern Congo and the role of the international community**, , Goma-RDC, february 2010

www.cei.org

www.congoforum.be

www.oecd.org/dataoecd/4/15/40568977.pdf

www.reliefweb.int

www.statistiques-mondiales.com/congo_kinshasa.htm